

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5294 - Lundi 8 février 2021 - Prix : 10 DA

Routes de Béjaïa

## Le calvaire des usagers continue

Page 16

En raison d'une faible offre sur le marché

## Les voitures d'occasion se vendront encore cher cette année

Page 16

### Les écrits eux aussi évoluent

Par Mohamed Habili

**P**rès de deux semaines après que l'ARP a accordé sa confiance au large remaniement opéré par Hichem Mechichi dans son équipe gouvernementale, les ministres concernés, au nombre de 11, ne se sont toujours pas présentés au palais de Carthage pour prêter serment devant le président Saïed. Ainsi en effet le veut une tradition dont jusque-là cependant on n'aurait pas pensé qu'elle pût être à ce point cruciale. En Tunisie comme ailleurs, il y a le texte constitutionnel mais il y a aussi les lectures qu'on peut en faire. A la fois celles qu'il autorise dans sa lettre et celles qu'il n'autorise pas. Sans même parler de celles qu'il n'exclut pas expressément, et qui par la force des choses sont bien nombreuses que les premières. Un exemple vaut mieux qu'un long développement. La Constitution de 2014, en quoi d'ailleurs elle n'innove guère, fait obligation à tout gouvernement d'obtenir la confiance du Parlement avant de se mettre à la tâche. Elle ne lui spécifie pas qu'il doit rechercher la même approbation lors d'un remaniement, large ou étroit. Seulement elle ne lui dit pas non plus qu'il n'y est pas tenu. C'est précisément par cet interstice, par ce vide, que personne n'aurait songé à combler au moment où s'écrivait la Constitution, que s'est glissée la règle lui faisant un devoir de redemander la confiance de l'Assemblée pour chaque ministre parti et remplacé.

Suite en page 3



Ammar Nouacer (directeur régional, Sonatrach-Hassi Messaoud) au *Journal d'Algérie* :

## «La digitalisation du champ nous permet d'optimiser notre production»

En Algérie, le nom «Hassi Messaoud» rime avec pétrole. Des analystes évoquent de plus en plus que la région serait en passe de perdre sa place comme fleuron national de l'or noir. Loin s'en faut. Pour Ammar Nouacer, directeur régional de la compagnie nationale Sonatrach, Hassi Messaoud «est toujours là et il le restera». Explication...



Phs/E. Soraya/J. A.



Hassi Messaoud

## A la station Z-Cina, la jeunesse a pris les commandes

Lire dossier pages 2 et 3

Ammar Nouacer (directeur régional, Sonatrach-Hassi Messaoud) au Jour d'Algérie :

# «La digitalisation du champ nous permet d'optimiser notre production»

■ En Algérie, le nom «Hassi Messaoud» rime avec pétrole. Des analystes évoquent de plus en plus que la région serait en passe de perdre sa place comme fleuron national de l'or noir. Loin s'en faut. Pour Ammar Nouacer, directeur régional de la compagnie nationale Sonatrach, Hassi Messaoud «est toujours là et il le restera». Explication...

Par Mourad Hadjersi

**H**assi Messaoud, commune de la wilaya de Ouargla, située à 800 kilomètres de la capitale Alger, est le cœur battant de l'extraction et la production pétrolières du pays. C'est une région qui contribue à la production nationale d'huiles à hauteur de 40 % et le premier puits a été foré en 1957 et mis en production un an après. Du point de vue technique, la surface du réservoir s'étale sur environ 3 300 kilomètres carrés et les profondeurs moyennes du champ sont de l'ordre de 3 400 mètres, avec une épaisseur de production du réservoir de 250 mètres en moyenne.

Hassi Messaoud se compose actuellement de deux champs principaux, le champ Sud et le champ Nord. Le champ Sud contient principalement les deux complexes (CIS - Centre industriel Sud et IUTBS) de traitements et quelques satellites. «A partir de cette année, 2021, nous avons commencé le développement de ce champ en introduisant des champs périphériques-Sud», nous dira Ammar Nouacer qui est à la tête de la Direction régionale de la Sonatrach - Hassi Messaoud. Il y a le champ Nord qui comprend lui aussi deux principaux centres, Cina et Z-Cina. Comme il y a également quelques satellites au niveau du champ Nord qui sont de petits centres dont la mission consiste à rassembler la production et l'expédier vers les deux principaux centres, à savoir Cina et Z-Cina.

Dans l'ensemble, le premier responsable de la région résume que «Hassi Messaoud totalise actuellement 1 980 puits dont un bon nombre non exploitables. Par ailleurs, il y a 980

puits qui produisent journalièrement et qui comprennent des puits producteurs et puits injecteurs (injection d'eau ou de gaz). Et pour la collecte de ces hydrocarbures, Ammar Nouacer avance que «la région dispose d'environ 9 000 kilomètres de pipes, tous diamètres confondus», sans omettre le volet ressources humaines que compte la région. «Nous avons 5 200 ingénieurs, techniciens et agents, dont 232 femmes, avec un âge professionnel moyen de onze à quatorze ans d'expérience, un repère de la jeunesse des effectifs afin d'assurer la relève et l'avenir du pays», dira-t-il.

A la question de savoir si la production du champ pétrolier de Hassi Messaoud est en train de décliner et qu'il ne sera plus le plus fleuron de l'industrie pétrolière, le directeur régional de la Sonatrach rassure que «la production est toujours maintenue, si ce n'est pas vers une tendance à l'augmentation qui serait prévue». «Quand on parle de l'éten due de Hassi Messaoud, précise-t-il, outre les champs Sud et Nord, actuellement on parle de ces champs et surtout de leurs champs périphériques et ce sont de ces derniers que la compensation va venir». Loin de se focaliser uniquement sur les nouvelles découvertes, le directeur régional de la Sonatrach insiste plutôt sur l'application des nouvelles technologies au niveau de Hassi Messaoud pour le développement des champs. «Nous sommes en plein dans la digitalisation du champ, c'est-à-dire qu'avant nous étions obligés de nous déplacer sur place pour voir les paramètres d'exploitation des puits, alors qu'aujourd'hui nous recevons ces paramètres au niveau central, donc c'est du non-productif time de gagné et la hausse de production en sus. En somme, avec ces nouvelles tech-



A. Nouacer : «Hassi Messaoud est toujours là et pour des années encore».

nologies, nous sommes en train de mieux optimiser et développer notre production, une sorte de maximalisation de la récupération des réserves».

## Pandémie et incendie

La région a dû se confronter à la pandémie de Covid-19, comme toutes les autres régions du pays, sauf qu'ici les paramètres sont différents : c'est 40 % de la production pétrolière du pays et les puits devaient rester fonctionnels à plein régime. Toutefois, les professionnels de la Sonatrach ont dû affronter, durant le mois de mars de l'année dernière, un double défi, les prémices des premiers cas de Covid-19 et comme un malheur ne vient jamais seul, un grave incendie s'est déclenché dans un puits de la région. «Avec le Covid, nous avons une réduction de l'activité de 35 à 36 % de nos capacités. Le personnel sur site était face à un défi, et c'en était un, pour récupérer le puits MD244 en incendie», dira Ammar Nouacer avant de pour-

suivre : «Nous avons vécu la même situation de janvier jusqu'à début mars avec le précédent incendie du puits M 75 que nous avons pu maîtriser». Quant à la gestion intrinsèque à la pandémie, le premier responsable de la région précise qu'au début «nous étions carrément face à l'inconnu, un virus mortel et tout le monde avait peur. Pour une région qui contient quatre principaux centres avec leurs bases de vie, il ne fallait surtout pas que le virus s'installe sinon c'est toute la production et l'exportation qui vont s'arrêter. Toutes ces installations ne peuvent fonctionner sans la présence humaine». Notre interlocuteur s'explique : «Nous avons tout simplement respecté scrupuleusement le protocole sanitaire dès que nous avons constaté les premiers cas positifs, soit deux agents du catering. A partir de là, des cellules de crise et de surveillance ont été mises en place, outre l'application stricte du protocole sanitaire, un confinement total à la base de vie, personne

ne sort sans un bon de sortie, de même que les visites ont été interdites. Nous avons arrêté un bon nombre de chantiers, ceux qui n'ont pas un apport direct sur la production». Dans l'ensemble, dit le premier responsable de la région, «l'idée était de rendre la base étanche en créant des zones tampons. A l'intérieur de la base, nous appliquons le protocole d'usage qui évolue selon la courbe épidémiologique. Au début, c'était la quarantaine de confinement, puis le procédé a été allégé à une huitaine, notamment depuis le mois de septembre dernier, avec l'obligation d'un test à l'arrivée et un autre au cours de la semaine et des interventions d'exploration en cas de doute. Tout cela avant que nos agents ne regagnent leur lieu de travail. Et Dieu merci, nous avons maîtrisé la situation et évité la contagion». Défi gagné, le pôle pétrolier de Hassi Messaoud a vaincu, jusqu'à ce jour, la pandémie et la production ne s'est pas arrêtée. Il fallait le faire.

M. H.

## Hassi Messaoud

# A la station Z-Cina, la jeunesse a pris les commandes

**R**ien n'est laissé au hasard. Performance dans la production, maîtrise des installations et jeunesse du management, car le vrai capital de la Sonatrach demeure son potentiel humain et la compétence de ses effectifs.

Une des plus récentes installations dans le champ Nord de la région pétrolière de Hassi Messaoud, appartenant à la Compagnie nationale des hydrocarbures (Sonatrach), cette nouvelle station de traitement des gaz associés et séparation d'huiles est implantée au nord de la Zone du complexe industriel Naili-Abdelhalim (ZCINA), situé à six km de Hassi Messaoud. Elle permettra l'augmentation de la production de pétrole brut par l'injection du gaz traité jusqu'à 16 millions de m<sup>3</sup>/j à travers une nouvelle boucle de gaz-lift de diamètre 20' qui ali-



«Le vrai capital de la Sonatrach est son potentiel humain».

mente 15 postes de détente, a expliqué le directeur d'exploitation de cette sta-

tion. Elle permet également le maintien de la pression du gisement du champ

par la réinjection d'un volume de 8 millions m<sup>3</sup>/j de gaz de haute pression via deux pipelines de diamètre 14' et 15'. D'un montant global de 50 milliards de dinars (635 millions de dollars), la réalisation des installations de ce projet a été effectuée par l'indien «Dodsai Engineering and Construction» avec le recours à plusieurs entreprises algériennes sous-traitantes, dont Cosider. Actuellement, cette station opère avec 107 agents en emploi direct et le système 4/4. Z-Cina ne concerne pas uniquement les installations, mais surtout son personnel opérationnel en exploitation qui est jeune, faut-il le préciser, et qui est composé de 40 agents, dont 8 ingénieurs et 32 techniciens, celui de la maintenance compte 39 agents, dont 15 ingénieurs et 24 techniciens. ●●●

Partenariat avec la Russie dans le domaine de la santé

# Lotfi Benbahmed : «L'Algérie pourra aussi produire d'autres vaccins»

■ Le partenariat entre l'Algérie et la Russie, dans le cadre de la production du vaccin contre le coronavirus «Sputnik V», ne signifie pas uniquement une maîtrise temporaire de la production, «mais il s'agit d'assimiler une nouvelle technologie permettant d'aller vers la production d'autres vaccins importants», a estimé le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed.

Par Louisa Ait Ramdane

Parmi les objectifs primordiaux de l'Algérie, à travers ce partenariat, c'est d'assurer sa souveraineté sanitaire, en assimilant et intégrant les nouvelles technologies et aller sur ce qu'on projette de faire, c'est-à-dire vers la production des produits à forte valeur ajoutée dans l'écologie et l'insuline, a fait savoir Benbahmed, lors de son passage à l'émission «Invité de la rédaction» de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Selon le ministre, il y a deux manières pour fabriquer le vaccin : la première, qui est en amont, c'est celle où on part de la lignée cellulaire, c'est de la réelle biotechnologie, a-t-il précisé. «C'est-à-dire qu'on va produire la matière première et c'est le but de ce partenariat avec les Russes», a-t-il indiqué. La seconde, est celle où on reçoit la matière première, a-t-il ajouté. «Il y a un système de filtration, de dilution et de répartition aseptique. C'est complexe, mais c'est déjà maîtrisé par plusieurs opérateurs privés et aussi par Sidal depuis une trentaine d'années», a expliqué le ministre.

«L'intérêt réel c'est ce transfert technologique, même si on doit prendre plus de temps, dont bénéficiera l'Algérie qui nous permettra d'aller vers la production de ce vaccin mais aussi de beaucoup d'autres», a-t-il souligné. Il a noté que le groupe Sidal et quatre laboratoires pharmaceutiques ont de l'expérience, car il est possible, en coordination avec la partie russe, de produire le vaccin.

En outre, Benbahmed a souligné le rôle de l'Observatoire national de veille sur la disponibilité des produits pharmaceutiques



Lotfi Benbahmed

Ph.D. R.

installés récemment. Il a fait savoir que cet organisme doit permettre d'assurer la disponibilité des médicaments essentiels, en associant l'ensemble des acteurs du secteur, dont les prescripteurs en amont de la chaîne.

Ainsi, l'Observatoire communautaire au terme de chaque mois une liste des produits en rupture aux prescripteurs pour qu'ils puissent orienter leurs prescriptions vers des produits disponibles de la même classe thérapeutique. «Il s'agit de lutter efficacement à travers cette opération contre les ruptures de produits pharmaceutiques», a-t-il expliqué.

## L'Algérie autonome en production d'insuline d'ici à 2022

Grâce à deux partenariats avec des multinationales, dont un implique le groupe public Sidal, l'Algérie pourra être auto-

nome d'ici à 2022 en termes de production d'insuline de dernière génération, a déclaré le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed.

Le ministre a fait savoir que deux partenariats étaient en cours de négociation entre des entreprises algériennes, dont Sidal, et des multinationales, permettant à l'Algérie de devenir autonome en termes de production d'insuline de dernière génération à l'horizon 2022.

Selon M. Benbahmed, au-delà de cette autonomie de pro-

duction à cette échéance, l'Algérie pourra exporter l'insuline et réaliser une économie de 400 millions de dollars sur sa facture d'importation.

«On deviendrait ainsi la seule plateforme avec deux unités de production d'insuline de dernière génération en full process en Afrique», a-t-il prévu, ajoutant que Sidal pourra également produire un médicament prescrit pour les insuffisances thyroïdiennes, «le Levothyrox», dont une partie de la production sera destinée vers l'Europe. L. A.

## Bilan des dernières 24 heures

### Virus : 3 décès et 236 nouveaux cas

L'ALGÉRIE a enregistré 3 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (2), portant à 2 914 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une légère remontée, avec 236 cas, soit 13 cas de plus par rapport au bilan d'hier (223), pour atteindre, au total, 109 088 cas confirmés.

R. N.

●●●

Les agents du HSE sont, quant à eux, au nombre de 28, dont 2 ingénieurs et 26 techniciens. A l'instar de tout l'effectif de la direction d'exploitation de la région, celui de Z-Cina est dans son absolue majorité jeune. «Notre travail est très technique et la plupart des postes ne se trouvent pas sur le marché du travail, ce sont des connaissances qu'on acquiert au niveau des installations», dira Abdelaziz Amokrane, directeur d'exploitation de la région, qui poursuit : «Nous recrutons des ingénieurs, des chimistes, généralement des raffineurs, des ingénieurs en gaz, des techniciens qui ont fait le génie des procédés à l'université, l'INH ou IAP de Boumerdes».

Le responsable de la région précise davantage : «Après le recrutement, ils sont mis en formation. Nous leur confions des tâches selon leur niveau de connaissances, et quand ils acquièrent de l'expérience, ils occupent d'autres fonctions plus complexes».

Cette expérience et surtout l'assurance se constatent, effectivement, dans l'exposé que vous fait Mohamed Bensliman, 38 ans, chef de service exploitation au niveau de Z-Cina. Avec un discours fluide, une maîtrise totale des techniques et procédés de l'installation, Mohamed vous fait visiter «son complexe» en expliquant ses moindres fonctions avec ferveur et une touche de fierté. La même allure se dégage quand il indique l'espace réservé

à la mise en place d'un quatrième train qui devrait être réceptionné d'ici le mois de juin prochain. Kadour Baali, la quarantaine, est «monsieur Sécurité» dans la station. Il ne vous quitte pas d'un pas, tout en orientant la parcourse de la visite. Le chef «service sécurité» est somme toute comme le vrai patron de l'installation. Ici, c'est la sécurité des hommes et celle de l'infrastructure qui prime. «On ne laisse rien au hasard», martèle-t-il. «C'est un patrimoine national et il nous a coûté beaucoup d'argent, nous devons être aux aguets à la moindre anomalie», nous précise-t-il. La mission de son effectif c'est «la prévention, intervention et protection de l'environnement» et il travaille en deux équipes «casernées», c'est-à-dire qui ne

quittent jamais l'installation durant 28 jours par mois.

Ce même air de jeunesse et de vigueur se dessine aussi chez Sihem Aït Hocine, la trentaine, ingénieur-environnement. Cette diplômée de l'Institut algérien de pétrole (IAP) est l'une des quatre femmes faisant partie d'une équipe de douze professionnels dont la mission est la gestion de la pollution des eaux, du sol ainsi que celle des déchets et des produits chimiques. Leur travail ne s'arrête d'ailleurs pas à ce qui se passe uniquement dans l'enceinte de la station. Sihem et ses collègues sont à cheval même pour ce qui est de la protection de l'environnement animalier. «Nous aménagions aussi des abreuvoirs pour les chameaux qui rodent à l'extérieur des clôtures

## LA QUESTION DU JOUR

### Les écrits eux aussi évoluent

Suite de la page une

Ainsi donc, le texte, pour figé dans sa lettre qu'il soit, n'en a pas moins subrepticement évolué. Le poète l'a déjà dit, qui une fois de plus a eu raison : les écrits aussi évolueront. De là l'absurdité de la plénière du 26 janvier dernier où le gouvernement Mechichi remanié a dû solliciter 11 fois la confiance et l'obtenir 11 fois. On angoisse à l'idée de qui se serait passé si un seul de ces votes lui avait manqué. Mais passons. Son remaniement aurait concerné non pas 11 mais 20 portefeuilles, c'est de 20 votes de confiance qu'il aurait eu besoin. Lorsqu'il s'était présenté pour la première fois devant l'Assemblée, il y a de cela quelques mois, un seul vote lui avait pourtant suffi. L'ARP, sous la férule de Rached Ghannouchi, s'est vite transformée en une sorte de Congrès américain dont dépend le sort final d'une nomination faite par le président des Etats-Unis lui-même. On voit aujourd'hui s'affirmer une lecture toute différente du même texte, et qui elle donne en ces matières la primauté non pas au président de l'Assemblée mais au président de la République. En vertu d'elle, il ne sert à rien d'obtenir la confiance de l'Assemblée si celui-ci vous interdit de vous présenter ensuite devant lui pour prêter serment. Il se trouve que Saïed n'a guère évolué sur ce point. Si quelqu'un doit faire un effort d'adaptation, c'est Mechichi, et à travers lui, Ghannouchi. Trois possibilités se présentent. Premièrement, Mechichi passe outre la prestation de serment dans son ensemble, considérant contre l'avis du président qu'elle n'est en réalité d'aucune utilité. Deuxièmement, il remercie les ministres contestés par le président dans le but de débloquent la situation. Ou alors il les fait démissionner, mais cela revient au même. Troisièmement, il donne sa propre démission, et par là même celle de son gouvernement. Il existerait bien, du moins en théorie, une quatrième solution, ce serait que ce soit le président lui-même qui démissionne. Mais elle n'a été envisagée ici que pour qu'on soit certain que rien n'a été oublié, le président ne trahissant en réalité aucune intention de ce genre. Laquelle des quatre prévaudra ? Les paris sont ouverts. Une chose est toutefois certaine : aucune ne fera faire l'économie d'une révision de la Constitution. Ce qui justement est le but recherché par le président Saïed. M. H.

de la station», nous dira-t-elle. C'est pour dire qu'au niveau de Z-Cina Hassi Messaoud, rien n'est laissé au hasard. Performance dans la production, maîtrise des installations et jeunesse du management, car le vrai capital de la Sonatrach demeure son potentiel humain et la compétence de ses effectifs.

M. H.

Sakiet Sidi Youcef

# Des événements qui ont scellé les liens de fraternité entre les peuples algérien et tunisien

■ Les massacres de Sakiet Sidi Youcef, commis par les forces coloniales françaises en 1958, au cours desquels près de 80 civils algériens et tunisiens, dont des femmes et des enfants, ont péri, auront scellé à tout jamais les liens de fraternité et de solidarité active entre les peuples algérien et tunisien, qui partagent avec les autres peuples maghrébins la communauté de destin.

Par Kamel L.

**C**est dans cet esprit de solidarité active qu'une caravane médicale composée de moyens de lutte contre le Covid-19 à destination de la ville

## Médéa/Chellalet-el-Adhaoura Distribution de six mille plants d'arbres rustiques

SIX MILLE plants d'arbres rustiques ont été distribués, début février, à des exploitants agricoles de la daïra de Chellalet-el-Adhaoura, à l'est de Médéa, dans le cadre du développement de l'arboriculture dans les zones semi-arides, a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale des services agricoles.

Une soixantaine d'agriculteurs, issus des localités de Chellalet-el-Adhaoura, Cheniguel et de Tfraout, ont bénéficié, à la faveur de cette opération, de parts égales de plants d'oliviers, de figuiers et d'amandiers, espèces très résistantes aux aléas climatiques et nécessitant peu de pluviométrie, pour leur permettre de développer ce type d'arboriculture au niveau de cette zone à vocation pastorale, et diversifier leurs ressources financières, a-t-on indiqué.

Pour garantir le succès de l'opération, ces agriculteurs vont bénéficier, selon la même source, d'un accompagnement et de conseils techniques susceptibles de les aider à bien maîtriser cette culture et gérer, au mieux, leurs exploitations, notamment les conditions de mise en terre, le suivi régulier des plants et le traitement de certaines maladies.

Une opération similaire a été menée, fin décembre, dans la commune de Mfatha, au sud de Médéa, où une quantité de mille plants d'oliviers et de figuiers a été distribuée à des agriculteurs du village de «Mrazkia», a-t-on signalé, précisant que l'aide fournie par les pouvoirs publics aux petits exploitants agricoles devait concerner, dans les prochains jours, d'autres agriculteurs, afin d'encourager le développement de l'arboriculture rustique dans les zones semi-arides.

M. N.

de Sakiet Sidi Youcef, en Tunisie, a démarré samedi à partir d'Alger, dans le cadre de la commémoration du 63<sup>e</sup> anniversaire de ces massacres.

Sur décision du président de la République, Abdelmajid Tebboune, 11 tonnes de médicaments et moyens de lutte contre la pandémie de Covid-19 ont été acheminés vers la ville de Sakiet Sidi Youcef.

A travers ce geste de solidarité, l'Algérie exprime sa volonté de «rester toujours fidèle au peuple tunisien frère», a affirmé à cette occasion le secrétaire général du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelhak Saihi.

«Les événements de Sakiet Sidi Youcef restent un symbole qui va inciter nos deux pays à travailler ensemble pour améliorer davantage leurs relations de coopération en vue de concrétiser un partenariat stratégique», a souligné, pour sa part, l'ambassadeur tunisien en Algérie, Ramdhane Al-Fayedh.

M. Al-Fayedh a considéré que la région de Sakiet Sidi Youcef et la bande frontalière algéro-tunisienne «seront l'une des plus importantes étapes de la mise en place de cette stratégie dans le but de développer la région et d'assurer la sécurité et la stabilité des deux peuples».

En recevant, en février 2020, son homologue tunisien Kais Saïed, le Président Abdelmajid Tebboune avait réaffirmé que «l'Algérie était prête à apporter toute son aide à la Tunisie qui traverse une conjoncture difficile, tant au plan financier qu'économique», faisant part de la décision de «dépôt de 150 millions USD dans la Banque centrale tunisienne et la poursuite des facilitations de paiement de l'approvisionnement en gaz et hydro-



carbures».

Le Président Tebboune s'était félicité, en outre, de la convergence de vues «totale et absolue» entre l'Algérie et la Tunisie «sur tous les plans», y compris sur les questions régionales et internationales, à leur tête le dossier libyen.

L'Algérie et la Tunisie sont liées depuis 2008 par un accord commercial préférentiel. Depuis la signature de cet accord et l'adhésion de l'Algérie à la Grande zone arabe de libre-échange en janvier 2009, les échanges commerciaux entre les deux pays ont enregistré une augmentation substantielle.

Selon les statistiques des Douanes algériennes portant sur le commerce extérieur durant les 11 premiers mois de l'année 2019, l'Algérie a exporté vers la Tunisie un peu plus d'un milliard de dollars, un chiffre en progression de 13 % par rapport à la même période en 2018. Les exportations algériennes vers la Tunisie sont constituées essentiellement d'hydrocarbures et dérivés.

Quant aux importations pro-

venant de la Tunisie, qui ont avoisiné les 400 millions de dollars (en hausse de 3,7 % par rapport à 2018), elles comprennent, entre autres, des produits agroalimentaires, des équipements industriels, du textile et de l'habillement.

Les investissements communs ont également connu une croissance soutenue, notamment dans le secteur énergétique, avec une série d'accords signés pour le renforcement du partenariat énergétique.

Ces accords portent notamment sur l'augmentation de la capacité d'interconnexion électrique, l'augmentation de la quantité de GPL (Gaz de pétale Liquéfié) exportée vers la Tunisie et l'approvisionnement des régions frontalières en gaz algérien.

La coopération énergétique s'est, en outre, élargie aux activités de prospection et de production des hydrocarbures entre la société nationale Sonatrach et l'Entreprise tunisienne des activités pétrolières (ETAP).

Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, le crime

organisé et la contrebande, les deux pays entretiennent une étroite collaboration, notamment au niveau des zones frontalières.

Les bombardements aériens de Sakiet Sidi Youcef, qui avaient fait 79 morts, dont 20 écoliers et 11 femmes, ont apporté à la guerre de Libération nationale le soutien de l'opinion internationale qui avait condamné unanimement le colonialisme français en Afrique du Nord.

La France coloniale a tenté de justifier son crime par la poursuite des unités de l'Armée de libération nationale (ALN) sur le territoire tunisien, «mais ces faux prétextes ont rapidement révélé leur caractère mensonger lorsque les médias internationaux ont dévoilé la vérité sur l'agression barbare de l'armée française sur des civils», note Athmane Menadi, enseignant à l'université de Souk Ahras.

«Loin de briser par la terreur les liens de fraternité des deux peuples voisins, les bombardements français de Sakiet Sidi Youcef ont cimenté davantage leur solidarité», affirme-t-il.

K. L.

## Activité partisane

### Le Conseil national de TAJ tient sa session ordinaire

**L**e Conseil national du parti Tajamou Amel El Djazair (TAJ) a tenu, samedi, au siège du parti à Alger, sa session ordinaire au cours de laquelle il a été procédé à l'examen et à l'adoption du règlement intérieur du fonctionnement du Conseil national et celui du parti ainsi que de la résolution de discipline et du

comité de validation de la qualité de membre, indique un communiqué du parti.

A cet effet, Tahar Chaoui a été élu président du Conseil national et M<sup>me</sup> Salima Arar élue vice-présidente. Il a été procédé au plébiscite de l'instance des conseillers et des membres du bureau politique.

La présidente du parti TAJ,

M<sup>me</sup> Fatma-Zohra Zerouati, s'est félicitée de «l'interactivité positive des militants avec les différentes activités et initiatives menées par le parti, aussi bien que des efforts consentis par la direction locale du parti et ses militants, en prélude aux prochaines échéances politiques».

M<sup>me</sup> Zerouati a également rendu un hommage «à l'Armée

nationale populaire et aux différents corps de sécurité, qui veillent constamment à la protection du territoire national et de la souveraineté du peuple sur ses terres», saluant, en outre, «les efforts de la diplomatie algérienne pour son rôle remarquable au double plan africain et international».

N. Y.

Biskra

# L'oléiculture, une valeur ajoutée pour le secteur agricole

■ La filière oléicole se développe davantage dans la wilaya de Biskra et constitue aujourd'hui un générateur de valeur ajoutée pour l'agriculture, au regard de l'extension des superficies qui lui sont allouées, mais aussi de la production, qualitative et quantitative, engrangée.



Par Farid Y.

L'oléiculture, selon les professionnels du secteur agricole, s'est ainsi développée de manière tangible dans cette wilaya, connue pour la diversité de ses produits agricoles, notamment les dattes comme produit phare, les légumes primeurs, les fruits et les viandes. Avec une production annuelle se rapprochant des 200 000 quintaux (qx) d'olive de table et 50 000 qx d'olive destinés à l'extraction de l'huile, la filière oléicole occupe donc une place importante dans la liste des produits agricoles locaux, a indiqué le chef du service de l'organisation de la production et du soutien technique de la direction locale des services agricoles (DSA), Mohamed Mouada. L'oléiculture,

selon M. Mouada, attire chaque année un nombre croissant d'investisseurs, contribuant ainsi à l'augmentation du nombre d'oliviers qui s'élève à environ 1,4 million d'arbres de diverses variétés d'olives comme Chemel et Sigoise, mais aussi à l'extension des superficies affectées à cette culture à hauteur de 5 000 ha. Les perspectives des agriculteurs se sont clarifiées au fur et à mesure des expériences acquises pendant plus de deux décennies concernant les méthodes adéquates de plantation, d'irrigation et de prévention des fléaux. Estimant que les agriculteurs ont réussi à surmonter divers obstacles, le président de l'Association des producteurs d'olives de la wilaya, Mebarak Nacer, a affirmé de son côté qu'*«il était difficile pour beaucoup d'agriculteurs de se recon-*

*vertir et changer d'activité, d'autant que plusieurs d'entre eux se sont lancés dans ce domaine avec peu de moyens, sans étude préalable et sans même connaître les variétés et la qualité de plants d'oliviers»*. L'extension actuellement de la filière oléicole, selon M. Mebarak, est le fruit des efforts consentis par les agriculteurs, de l'accompagnement d'organismes et dispositifs d'aide, notamment les instituts techniques à travers des formations dispensées aux agriculteurs concernés, ainsi que le recours aux mécanismes de traitements antiparasitaires. Exploitant une parcelle de terre dans le cadre d'une concession agricole, Zoubir Meghni, agriculteur dans la commune de Branis, avait cultivé dans un premier temps diverses espèces d'arbres fruitiers tels les abricotiers, oliviers,

palmiers dattiers et les légumes de saison, avant de tout délaissier pour se consacrer uniquement à la culture des oliviers. *«La plantation d'oliviers a généré des résultats prometteurs me permettant ainsi d'agrandir les superficies dédiées à l'oléiculture et arrêter les autres cultures financièrement moins rentables que les olives»*, a-t-il assuré. Abondant dans le même sens, Saâd Thabet, associé dans une exploitation agricole dans la région d'El Feidh, considère à cet effet que *«l'agriculteur recherche avant tout la diversité, mais la rentabilité financière détermine son choix pour une culture plutôt qu'une autre»*. Et d'ajouter : *«Je me suis orienté activement vers l'oléiculture en conjuguant mes connaissances dans ce domaine et mes ressources financières limitées, car cette culture ne nécessite pas des fonds importants pour exploiter de grandes surfaces, mais se limite plutôt à entretenir le lieu où les plants sont mis en terre, tout en optant pour un système d'irrigation goutte-à-goutte»*.

Il a relevé, à ce titre, *«les frais onéreux que nécessitent d'autres cultures, comme les légumes primeurs cultivés sous serres en plastique, la préparation de la terre, leur entretien quotidien en plus des charges supplémentaires pour couvrir les frais de la main-d'œuvre»*.

Propriétaire d'une exploitation agricole située à El Hazima, dans la commune de Loutaya, Fouad Moufok estime, lui, que *«l'oléiculture constitue une alternative à la culture des légumes primeurs qui nécessite un énorme investissement et une main-d'œuvre permanente»*, précisant que *«la productivité des palmiers intervient après de longues années, tandis que les oliviers ne demandent pas beaucoup de*

*soins et leurs plants peuvent être rentables en moins de 5 ans»*.

## Des efforts pour améliorer la variété locale

Les agriculteurs de la région de Biskra aspirent, à travers des expériences acquises durant plus de 20 ans, à développer la filière de l'oléiculture et améliorer la qualité de la production en optant pour des plants à grand rendement, compatibles avec les spécificités climatiques des régions désertiques, selon le président de l'association locale des producteurs d'olives, Mebarak Nacer.

Il a indiqué, en ce sens, que les expériences ont mis en évidence que la variété locale connue sous le nom de «Biskria», constitue l'une des variétés les plus adaptées pour ce climat avec une production de deux qx d'olives par arbre et une quantité d'huile oscillant entre 17 à 25 litres.

M. Mebarak a fait état d'intenses efforts en vue d'améliorer cette variété d'olives, caractérisée par une maturité précoce (avant le mois de septembre), en fournissant les plants nécessaires et en nombre suffisant, en organisant des sessions de formation et de sensibilisation au profit des agriculteurs dans la perspective d'investir dans la filière oléicole, mais aussi en procédant à l'extension des surfaces cultivées tout en utilisant rationnellement l'eau d'irrigation.

Farid Y.

## Cuba L'activité privée autorisée dans la majorité des secteurs

**CUBA A ANNONCÉ** que l'activité privée serait désormais autorisée dans la majorité des secteurs, une réforme majeure dans ce pays socialiste où l'Etat et ses entreprises dominent l'activité économique.

La mesure, qui avait été dévoilée en août dernier par la ministre du Travail, Marta Elena Feito, a été approuvée vendredi, lors d'une réunion du Conseil des ministres, selon le quotidien officiel «Granma», du Parti communiste au pouvoir.

Jusqu'à présent, l'activité privée, autorisée à Cuba depuis 2010 mais dont le véritable essor date du réchauffement historique entre Cuba et les Etats-Unis initié fin 2014 sous Barack Obama, était limitée à une liste de secteurs fixée par l'Etat. «La liste antérieure des 127 activités (autorisées) est éliminée», a indiqué le ministre du Travail.

Nabila T.

## Brexit

### Chute de 68 % des exportations des ports britanniques vers l'UE en janvier

Les exportations depuis les ports britanniques vers l'Union européenne (UE) ont chuté de 68 % en janvier par rapport à la même période de l'année précédente, a affirmé l'Association des transporteurs routiers (RHA), qui y voit l'effet conjoint du Brexit et de la pandémie de coronavirus. C'est dans une lettre adressée le 1<sup>er</sup> février au ministre Michael Gove, à laquelle l'hebdomadaire britannique «The Observer» a eu accès, que le président de l'association, Richard Burnett, avance ce chiffre de 68 %, tiré d'un sondage réalisé auprès de ses membres internationaux. Selon l'hebdomadaire, M. Burnett estime que cela est principalement

dû à *«l'augmentation massive de la paperasse à laquelle sont confrontés les exportateurs après le Brexit»*. Il appelle le gouvernement britannique à augmenter grandement le nombre de douaniers chargés d'aider les entreprises, estimant que les 10 000 personnes actuellement déployées ne représentent qu'*«un cinquième de ce qui serait nécessaire»*.

*«Je trouve profondément frustrant et agaçant que les ministres aient choisi de ne pas écouter l'industrie et les experts»*, a déclaré celui qui affirme à «The Observer» avoir *«prévenu»* M. Gove *«de façon répétée ces derniers mois»*. Officiellement sorti de l'Union européenne le 31 jan-

vier 2020, le Royaume-Uni a continué d'observer ses règles pendant la période de transition qui s'est achevée le 31 décembre, date à laquelle le pays est sorti de l'Union douanière et du marché unique européens. Malgré l'accord commercial signé in extremis avec son ancien partenaire, le gouvernement britannique avait prévenu les entreprises qu'il faudrait s'attendre à des *«perturbations à court terme»*. En effet, les exportateurs britanniques doivent désormais remplir une multitude de documents pour prouver que leurs biens sont autorisés à entrer dans le marché unique européen, un alourdissement des procédures chronophage et

coûteux, qui retarde le passage des frontières. Interrogé par «The Observer», un porte-parole du ministre Michael Gove a affirmé ne *«pas reconnaître le chiffre avancé sur les exportations»* par la RHA, estimant que *«les perturbations à la frontière avaient jusqu'à présent été minimales»* et que *«les mouvements du fret sont désormais proches de la normale, malgré la pandémie de Covid-19»*, qui a aussi fortement impacté le trafic. Le directeur de l'Association des ports britanniques, Richard Ballantyne, affirme, lui, que ce chiffre de 68 % avancé par la RHA est *«globalement conforme»* à ce qu'il a pu observer sur la baisse du trafic.

Sara B.

Covid-19

# Le variant britannique présent dans 30 pays européens

■ Le variant britannique du Covid-19 continue de se répandre à travers le monde, et «est présent cette semaine dans au moins 30 pays européens», a indiqué, vendredi, le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Europe.

Par Khelil L.

«**S**ur les 80 pays dans le monde, le Cov 202012/01 du SRAS-CoV-2 s'est répandu dans 30 pays de la région, avec 22 503 cas signalés à la date du 22 janvier 2021», a souligné, dans un communiqué, la Branche européenne de l'OMS, prônant «une intensification des mesures de santé publique», face à cette situation. Nombre de ces pays prévoient que ce variant pourrait devenir «dominant dans les semaines à venir, dépassant les cas non-variants du virus du Covid-19».

## Etats-Unis Une modélisation prévoit plus de 630 000 décès d'ici le 1<sup>er</sup> juin

Une modélisation de la pandémie de nouveau coronavirus prédit un nombre de décès par Covid-19 estimé à 631 000 aux Etats-Unis d'ici le 1<sup>er</sup> juin.

Selon les dernières prévisions de l'Institut américain de mesure et d'évaluation de la santé (IHME) de l'Université de l'Etat de Washington, ce chiffre repose sur le déploiement du vaccin et de la propagation des variants du virus. Dans le pire des cas, le nombre de décès pourrait atteindre les 703 000.

D'après cette modélisation, une hausse du taux d'utilisation des masques, passant de 77 % aujourd'hui à 95 %, pourrait sauver 44 000 vies d'ici le 1<sup>er</sup> juin.

L'IHME estime que 17 % des personnes aux Etats-Unis ont été infectées en date du 1<sup>er</sup> février. Le taux de mortalité journalier est supérieur à 4/1 000 000 dans 41 Etats.

«Les décès quotidiens ont atteint leur pic et sont en baisse. D'ici le 1<sup>er</sup> juin 2021, nous prévoyons que 123 600 vies seront sauvées grâce au déploiement prévu du vaccin», d'après l'institut. Ce dernier juge que les meilleures stratégies pour gérer cette période de la pandémie sont l'intensification rapide des vaccinations, la poursuite et l'extension du port du masque et des efforts concertés pour prévenir un rebond de la mobilité parmi les personnes vaccinées.

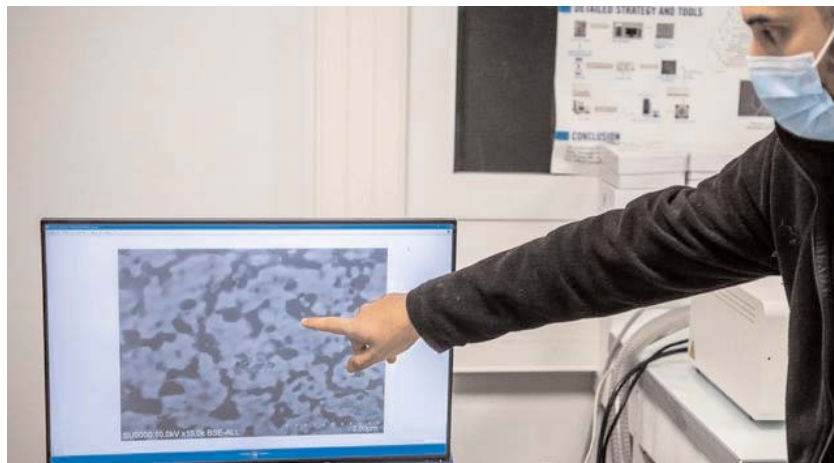
Certains Etats lèvent rapidement leurs contraintes sanitaires, ce qui pose un risque réel d'augmentation de la transmission, car de nouveaux variants se répandent et les taux de vaccination restent comparativement faibles, avertit l'IHME. **R. S.**

Selon l'agence onusienne, le variant s'étend à «tous les groupes d'âge», estimant qu'un variant dominant dans la région européenne de l'OMS «est pré-occupant, car cela montre des signes de capacité à se propager plus facilement entre les personnes».

L'OMS, ajoute que des enquêtes épidémiologiques et virologiques «sont en cours dans les pays touchés», pour évaluer plus en détail la transmissibilité, la gravité, le risque de réinfection et la réponse des anticorps en ce qui concerne les nouveaux variants. Elle s'attend à ce que la poursuite de la circulation du virus entraîne la détection d'un «plus grand nombre de variants au fil du temps».

D'autant que les recherches et les observations indiquent que le variant s'étend à «tous les groupes d'âge, et les enfants ne semblent pas être plus exposés». Toutefois, l'OMS avertit que l'impact «sera plus important» sur les établissements de santé déjà sous pression, «si nous ne poursuivons pas et ne redoublons pas les mesures pour ralentir sa propagation (du virus)».

Pour D' Richard Pebody, qui dirige la réponse en matière d'épidémiologie et de surveillance du Covid-19 à l'OMS/Europe, les variants peuvent être «dange-



reux s'ils modifient le comportement du virus».

C'est pourquoi, l'agence onusienne suit de près ces évolutions et travaille avec des experts du monde entier pour surveiller «les variants qui sont préoccupants et la manière dont ils pourraient affecter la réponse».

A ce stade, l'agence onusienne ajoute qu'il n'existe actuellement aucune preuve que les vaccins disponibles sont moins efficaces pour la prévenir. Toutefois, il y a des éléments qui indiquent qu'elle se «propage plus rapidement». Dans ce contexte, D' Catherine Smallwood, qui pilote

la lutte anti-coronavirus à l'OMS/Europe, souligne, pour sa part, qu'«une transmissibilité plus élevée ne signifie pas qu'un variant transmet d'une manière différente, mais plutôt que le variant se propage mieux».

Le continent européen était, vendredi, la deuxième région la plus touchée au monde par la pandémie de nouveau coronavirus en nombre de morts et de cas d'infection, selon l'OMS. Il est derrière les Amériques, qui recensent, au total, 46,1 millions de cas et plus d'un million de décès.

La région européenne de

l'OMS compte plus de 35 millions de cas d'infection dont 1,22 contaminations ces sept derniers jours. Elle comptabilise également 767 637 morts dont 35 963 au cours des sept derniers jours, selon la même source.

Dans le monde, la pandémie de Covid-19 a fait au moins 2,26 millions de morts, depuis l'apparition de la maladie en décembre 2020. Plus de 104,16 millions de cas ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, selon un décompte établi vendredi par l'OMS.

K. L.

## Face à la hausse des nouveaux cas

### L'Irak craint de perdre le contrôle de la pandémie

Le ministère irakien de la Santé a prévenu vendredi que le non-respect continu, par les citoyens, des mesures de protection sanitaire pourrait «entraîner une perte de contrôle de la pandémie de Covid-19 dans le pays».

Dans un communiqué, le ministère a précisé qu'un ensemble de mesures de protection pourrait être appliqué dans

les prochains jours pour briser les chaînes de transmission du Covid-19 et mettre fin à l'augmentation des infections ces derniers jours.

«Nous renouvelons notre appel à tous les citoyens, aux institutions gouvernementales et privées pour qu'ils respectent les mesures de protection et les règles de port des masques, de distanciation physique et de

désinfection des mains», a-t-il ajouté. Un communiqué distinct du ministère fait état de 1 534 nouveaux cas de Covid-19 confirmés au cours des dernières 24 heures, soit le nombre le plus élevé de nouvelles infections quotidiennes en Irak depuis le début de 2021, ce qui porte le nombre total de cas positifs à 625 756 dans tout le pays.

Le ministère a également

recensé 12 décès supplémentaires et 1 188 nouvelles guérisons, ce qui porte le nombre de décès dus au virus et le nombre total des guérisons à 13 103 et à 598 147 respectivement.

Un total de 5 852 224 tests ont été effectués dans tout le pays depuis l'apparition de la maladie en février 2020, dont 48 621 au cours des dernières 24 heures.

M. H.

## Vaccins

### L'Espagne limite le vaccin AstraZeneca aux moins de 55 ans

Le ministère espagnol de la Santé a annoncé vendredi qu'il limiterait l'usage du vaccin AstraZeneca/Oxford aux moins de 55 ans, après que d'autres pays européens ont indiqué appliquer des restrictions comparables. La France, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, la Suède et d'autres pays ont fixé des limites d'âge pour ce vaccin, développé par la société anglo-suédoise AstraZeneca et l'Université d'Oxford, en raison du manque d'évaluation des risques chez les populations les plus âgées. «La

commission de la santé publique, lors d'une réunion vendredi et à la suite de preuves scientifiques, a approuvé la fixation à 55 ans l'âge maximum pour la vaccination avec vaccin AstraZeneca», a déclaré le ministère de la Santé dans un communiqué. La semaine dernière, l'autorité allemande des vaccins a déconseillé l'utilisation de ce vaccin pour les plus de 65 ans, jugeant qu'il n'y avait «pas assez de données sur son efficacité dans ce groupe d'âge».

Cette décision est intervenue quelques heures après que l'or-

ganisme régulateur européen a donné à ce vaccin son feu vert pour une utilisation chez les adultes de tous âges. La France a emboîté le pas mardi et l'Autriche, la Belgique, la Pologne et la Suède ont pris des mesures similaires, tandis que la Suisse a demandé des «études supplémentaires». L'Italie a approuvé ce vaccin mais a recommandé d'en utiliser un autre pour les plus de 55 ans.

Le vaccin AstraZeneca n'est que le troisième à être approuvé par l'UE après ceux développés par Pfizer/BioNTech et Moderna.

Toutefois, son efficacité n'est que de 60 %, contre plus de 90 % pour les autres.

L'Espagne a jusqu'à présent vacciné près de 1,7 million de personnes et prévoit d'avoir couvert 70 % de sa population d'ici la fin de l'été, un objectif réaffirmé mercredi par le gouvernement malgré les pénuries et les retards dans l'approvisionnement en vaccins. La ministre de la Santé, Carolina Darias, a déclaré mercredi que l'Espagne était «ouverte» à l'idée d'utiliser le vaccin russe Spoutnik V s'il était approuvé par l'UE. **Dila H.**

Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger

# Le patrimoine matériel exposé au public

■ Le hall du Centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger est garni, depuis le 25 janvier dernier, d'œuvres artisanales représentant la richesse de notre patrimoine et la créativité de nos artisans. Cette exposition se veut une «bouffée d'oxygène» pour les artisans participants, puisqu'ils n'ont pas exposé leurs œuvres au public depuis le début du confinement en Algérie au mois de mars dernier.



Par Abia Selles

«**O**n a pas exposé depuis plus d'un an. Et comme je n'ai pas de point de mal à vendre mes objets», nous a déclaré M<sup>me</sup> Assous, artisan-bijoutier, précisant que «le Centre culturel

Mustapha-Kateb et la galerie des Sablettes sont les seuls endroits qui nous permettent d'exposer nos œuvres au public». D'ailleurs, M<sup>me</sup> Assous a connu la majorité des clients dans cet espace, nous a-t-elle confié.

A l'instar des bijoux artisanaux, le visiteur de cette galerie pourra découvrir aussi la créativité de la femme algérienne dans

divers domaines. Il y a des œuvres réalisées en verre avec des couleurs variées qui donneront plus d'éclat au décor de la maison. Ces œuvres sont aussi dessinées à la main d'une façon harmonieuse. Ces objets réalisés par nos ancêtres existent encore aujourd'hui, mais «la manière de leur création ainsi que les décors sont revisités», explique une

exposante. Parmi les œuvres qui ont attiré beaucoup le public, il y a la céramique d'art. Ces objets très précieux et qui sont d'habitude très chers, sont proposés à des prix abordables. Avec des couleurs qui varient entre le bleu, le blanc, le marron et le gris, ces œuvres, qui représentent la richesse de notre patrimoine, sont soigneusement réalisées

pour être utilisées comme décor. «Ces choses-là ne sont pas utilisées au quotidien, les gens préfèrent les mettre comme décor pour garder un lien avec notre patrimoine et parce qu'elles sont belles aussi», selon une femme rencontrée sur place.

A propos des prix proposés, les artisans participants à cette exposition affirment qu'ils sont mois élevés qu'ailleurs, puisque le client achète en première main. «Cette exposition est une occasion pour commercialiser nos produits et il n'y a pas de raison pour les vendre cher puisque c'est nous-mêmes qui les fabriquons», insiste une exposante. «Franchement, les prix sont beaucoup moins élevés que dans les boutiques. Je vois ici plein de belles choses à des coûts très abordables», témoigne une cliente.

Il est à noter que le Centre culturel Mustapha-Kateb ouvre depuis des années son espace pour accueillir des expositions artistiques. Des artistes peintres, des plasticiens et des artisans des quatre coins du pays y ont exposé leurs œuvres. Cet établissement est aussi très fréquenté par le public vu son emplacement (Place Audin).

A. S.

Institut français d'Alger

## Rencontre et projection de «De nos frères blessés»

L'événement cinéma du mois de février à l'Institut français d'Alger est incontestablement la projection du film «De nos frères blessés», le samedi 20 février à 14h00. Pour y assister il vous suffit de réserver vos places dès à présent à l'adresse suivante : filmdenosfreres@if-algerie.com. Une seconde séance aura lieu à 17h00, toujours sur réservation pour pouvoir accéder à la salle de l'Institut français d'Alger (Centre-ville) et ce, sur filmdenosfreres17h@if-algerie.com. Réalisée par Hélior Cisterne, cette fiction française de 95 minutes et une production de 2021. L'histoire de ce long métrage a pour cadre Alger, 1956. Fernand Iveton, 30 ans, ouvrier indépen-

dantiste et idéaliste, est arrêté pour avoir déposé une bombe dans un local désaffecté de son usine. Il n'a tué ni blessé personne, mais risque pourtant la peine capitale. La vie d'Hélène, devenue la femme d'un «traître», bascule. Elle refuse d'abandonner Fernand à son sort. Adapté d'une histoire vraie, le film est une plongée à rebours au cœur de leurs souvenirs, une histoire d'amour et d'engagement brisée par la raison d'Etat. A noter que le débat aura lieu avec le réalisateur via visio-conférence.

Une deuxième projection aura lieu à 16h30. Le lendemain, dimanche 21 février à 16h00 se tiendra à rencontre littéraire autour du livre éponyme «De nos frères

blessés». L'Institut français d'Alger abritera en effet cette rencontre autour du roman «De nos frères blessés» de Joseph Andras. Le débat aura comme modérateur Sofiane Hadjadj des éditions Barzakh. Les personnes intéressées peuvent dès à présent réserver leurs places sur : freresblesses@if-algerie.com. Le livre comme vous l'imaginez a ainsi pour cadre Alger, 1956. Fernand Iveton - ouvrier communiste anticolonialiste rallié au FLN - a trente ans quand il pose une bombe dans son usine à Belcourt. Il est dénoncé et interpellé avant que la bombe n'explode. Il n'y a ni blessés, ni morts. Il est pourtant condamné à la peine capitale et sera exécuté le matin du 11 février 1957, res-

tant dans l'Histoire comme le seul Algérien d'origine européenne guillotiné de la guerre d'Algérie. Si le roman de Joseph Andras relate l'arrestation, l'interrogatoire, la détention, le procès d'Iveton, il évoque également son enfance dans son pays, l'Algérie, et s'attarde sur sa rencontre en France avec Hélène, qui deviendra son épouse. La violence extrême des ultimes semaines de son existence est ainsi mise en perspective avec le bonheur du passé, comme pour rappeler que Fernand Iveton est simplement un homme qui aura aimé et espéré...

A noter que la rencontre sera avec Salah Badis, traducteur de l'ouvrage du français vers l'arabe.

M. K.

Nouvelle adaptation pour Chloe Zao

## Un «Dracula» en western futuriste

La dernière apparition majeure du vampire remonte à 2014 dans «Dracula Untold» avec Luke Evans. Après le succès critique total de «Nomadland», Chloe Zhao s'attaque à un monstre sacré de la culture populaire : Dracula. La réalisatrice a en effet signé avec Universal pour développer un remake du classique de l'horreur. Et il ne faut pas s'attendre à une copie du film des années 1930 avec Bela Lugosi dans le rôle du vampire. Le

Dracula de Chloe Zhao sera... un western futuriste, d'après Variety. «J'ai toujours été fascinée par les vampires et le concept de l'Autre qu'ils incarnent. Je suis très enthousiaste à l'idée de travailler avec l'équipe d'Universal pour réimaginer un personnage aussi aimé», a-t-elle déclaré à la publication. Depuis sa création en 1897 dans le roman de Bram Stoker, Dracula n'en finit pas d'être réinterprété et réinventé. Devenu célèbre sur le grand écran avec le film de Tod Browning en 1931, quelques

années après le «Nosferatu» de F.W. Murnau (inspiré par l'œuvre classique mais sans le titre original, pour des raisons légales), le comte Dracula revient régulièrement au cinéma, d'abord dans les années 1940 avec John Carradine, puis dans les années 1950, 1960 et 1970, sous les traits de Christopher Lee. En 1992, c'est Gary Oldman qui interprète le personnage dans le film de Francis Ford Coppola. Depuis, toutes les tentatives de rebout se sont avérées être des échecs cri-

tiques, et souvent des échecs commerciaux. La dernière incursion hollywoodienne en Transylvanie, avec «Dracula Untold» en 2014, n'a généré aucun enthousiasme autour du personnage. A tel point que, même avec 217 millions de dollars de recettes au box-office, et alors que Luke Evans, l'acteur principal, avait signé pour une série de films, aucune suite n'a finalement été envisagée. Universal mise donc beaucoup sur Chloe Zhao, qui s'est imposée

comme une des réalisatrices les plus demandées du moment après «Nomadland», annoncé comme un candidat très sérieux aux Oscars cette année. «L'objectif singulier de Chloe met en lumière les histoires des oubliés et des incompris. Nous sommes ravis de travailler avec elle alors qu'elle réimagine l'un des personnages extérieurs les plus emblématiques jamais créés», a déclaré à Variety Peter Cramer, président d'Universal Pictures.

F. H.



États-Unis

# Après le procès au Sénat, Donald Trump bientôt inculpé ?

■ Même s'il est improbable qu'il soit jugé coupable d'incitation à l'insurrection, les ennuis juridiques de Donald Trump ne s'arrêteront pas avec son procès au Sénat. L'ex-président américain pourrait prochainement être inculpé au pénal, pour des allégations liées à ses affaires, au risque d'exacerber les tensions politiques.

Par Mourad M.

Le magnat new-yorkais, installé dans sa luxueuse résidence de Floride, est depuis longtemps un habitué des tribunaux civils, avec une armée d'avocats prêts à monter au créneau pour le défendre comme pour attaquer ses adversaires.

Redevenu simple citoyen, il risque désormais l'affront inédit d'une inculpation : au moins une enquête le vise au pénal, menée par le procureur de Manhattan, Cyrus Vance, un démocrate qui se bat depuis des mois pour obtenir huit ans de déclarations fiscales et bancaires de l'ancien promoteur immobilier et star de télé-réalité.

Initialement centrée sur des paiements effectués, avant la présidentielle 2016, à deux maîtresses présumées du milliardaire, l'enquête examine désormais aussi de possibles allégations de fraude fiscale, fraude aux assurances, ou fraude bancaire.

La Cour suprême avait ordonné en juillet au président de remettre au procureur les documents demandés, mais les avocats du magnat l'ont re-sollicitée pour contester l'étendue des documents demandés.

Donald Trump a qualifié l'enquête de «pire chasse aux sorcières de l'histoire des États-Unis». La Cour suprême n'a pas encore rendu sa décision.

Le dossier, instruit à huis clos devant un grand jury, semble avancer malgré tout. Selon des médias américains, les enquêteurs de M. Vance ont récemment interrogé des employés de la Deutsche Bank – longtemps appui financier de Donald Trump et de sa holding, la Trump Organization – et de sa compagnie d'assurances, Aon.

Ils ont aussi réinterrogé l'avocat personnel du président, Michael Cohen, qui purge une peine de prison. Il avait affirmé au Congrès que Trump et sa société gonflaient ou réduisaient artificiellement la valeur de leurs

actifs, pour alternativement obtenir des prêts bancaires ou réduire leurs impôts.

La procureure démocrate de l'Etat de New York, Letitia James, enquête aussi sur ces allégations. Elle s'est battue avec succès contre les avocats de la Trump Organization, pour pouvoir auditionner l'un des fils Trump, Eric Trump, et obtenir des documents sur certaines propriétés familiales.

Son enquête est de nature civile, mais «si nous découvriions des faits criminels, elle changerait de nature», a-t-elle récemment déclaré.

Si ces accusations étaient avérées, elles exposeraient l'ex-président à une possible incarcération. Et contrairement aux délits fédéraux, les violations de lois des États ne sont pas grâçiables par le président américain. Quand bien même Joe Biden, qui a fait vœu de réconciliation, le souhaiterait.

Certains anti-Trump se réjouissent d'avance de voir le septuagénaire inculpé, tels les militants de «Rise and Resist», qui manifestaient début janvier à New York pour réclamer son incarcération.

Mais les procureurs, conscients du climat politique électrique, risquent d'y réfléchir à deux fois avant de lui demander des comptes, ont indiqué à l'AFP plusieurs juristes.

«Personne ne va se précipiter», souligne Daniel Richman, ex-procureur et professeur de droit à l'université Columbia. «La dernière chose qu'on veut, c'est que le processus (judiciaire) soit



PH. &gt; D. R.

utilisé – ou perçu comme étant utilisé – comme un instrument politique», souligne-t-il.

«Il y a deux écoles», souligne Roberta Kaplan, avocate qui mène trois actions au civil contre l'ex-président. «Je suis de l'école qui pense qu'on ne doit pas s'interdire de rendre justice par peur de jeter de l'huile sur le feu. Si on n'agit pas pour dire clairement que les principes sur lesquels repose ce pays s'appliquent à tout le monde, président ou autre, je pense qu'on court des dangers bien plus grands».

Pour Gloria Browne-Marshall, professeure de droit à l'université de la ville de New York (CUNY), un Donald Trump au banc des accusés constituerait «un dénouement logique, un scénario à la Al Capone», légendaire gangster des années 20 finalement condamné en 1931 pour évasion fiscale.

Mais même si elle croit probable à son inculpation – avant

la fin de l'actuel mandat de Cyrus Vance en novembre – elle ne parierait pas sur un procès ou une condamnation à terme.

Avec des millions de partisans potentiellement prêts à financer sa défense, Donald Trump pourrait contre-attaquer avec ses propres actions judiciaires et faire traîner les dossiers «des années durant», dit-elle. Obligeant les procureurs – des élus dépendants de l'argent des contribuables – à mobiliser des ressources considérables pour mener la bataille, ajoute-t-elle.

Bennett Gershman, ex-procureur et professeur à l'université Pace, table lui aussi sur une inculpation prochaine de Trump par Cyrus Vance. Mais lui aussi peine à imaginer la suite.

«S'il se retrouvait devant un jury, ce serait un véritable cirque, ce serait incroyable», dit-il. «On n'a jamais rien vu de tel».

M. M.



## Commentaire

Crédibilité

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le président français a refusé la semaine dernière de confiner son pays comme le lui recommandait pourtant le Conseil scientifique chargé de la crise sanitaire lié au Covid-19, il semble vouloir ne pas céder au catastrophisme et prend un peu de temps pour soigner son image internationale, espérant que grâce au départ de Donald Trump de la Maison-Blanche il réussira à s'imposer sur la scène mondiale. Dans un long entretien accordé à l'Atlantic Council, un think tank de Washington D.C., le chef de l'État a ainsi fait part de ses inquiétudes sur la montée de la violence favorisée par les réseaux sociaux. Il a déjà eu l'occasion de le dire, Emmanuel Macron estime que la violence refait irruption dans les sociétés démocratiques. Lors d'une séance de questions-réponses organisée à l'Élysée jeudi par l'Atlantic Council, le président français a comparé, après un long raisonnement sur l'impact néfaste des réseaux sociaux, la révolte des «gilets jaunes» en France et l'invasion du Capitole le 6 janvier dernier. «Je pense d'abord que la violence, la haine, la xénophobie sont de retour dans nos sociétés. Et je pense que c'est tout nouveau. C'est poussé et légitimé par certains groupes politiques et pour moi, il s'agit d'un grand changement anthropologique», a-t-il entamé après une question sur ce sujet. Selon le président français, qui s'exprimait en anglais à l'occasion de cet entretien d'environ une heure, le climat de violence qui s'installe dans de nombreuses démocraties libérales est un véritable défi pour leurs dirigeants. Emmanuel Macron estime que les réseaux sociaux, en faisant la «promotion de vocables durs et du conflit», ont changé la «nature de ce que devrait être le débat démocratique» d'après lui. «Pour les gens normaux, c'est inacceptable et ils attendent de nous que nous fassions cesser de telles violences. Mais cela devient très difficile quand cette violence est perçue par beaucoup de gens comme étant légitime. Et c'est exactement ce que nous vivons», juge-t-il. Il conclut en assurant : «2018 en France, 2021 aux États-Unis : voilà en effet la nouvelle violence dans nos démocraties, largement liée à ces réseaux sociaux». «C'est notre nouveau mode de vie», a regretté le dirigeant français qui trouve ainsi un moyen de se dédouaner totalement de la crise des «gilets jaunes» qu'il réduit ainsi en quelque sorte à des excités du net qui sont sortis dans la rue par pure provocation, oubliant totalement les multiples revendications sociales et économiques qui ont poussé les Français, parfois les plus démunis, à se rassembler pour réclamer de pouvoir vivre dignement. Ce nouvel entretien de Macron ne semble être que le début d'un long chemin pour prouver au monde son importance et sa pertinence. Reste à voir si ses homologues verront cela de cette façon et surtout si le nouveau président Joe Biden lui tendra la main pour l'aider à gagner en crédibilité internationalement, ou si finalement la place de subordonné qu'a décidé Trump d'assigner à Macron continuera à lui coller à la peau jusqu'à la fin de son mandat.

F. M.

## Équateur

### Des élections polarisées entre gauche et droite

Les Équatoriens votent cette semaine lors d'élections générales qui devraient se jouer aux pôles, entre gauche et droite, avec en toile de fond l'imposante absence de l'ex-président Rafael Correa, figure du socialisme latino-américain, condamné pour corruption. Dans un contexte de crise économique aggravée par la pandémie, 13,1 millions d'électeurs sont appelés à désigner le successeur de l'impopulaire président Lenin Moreno. Son mandat de quatre ans s'achève le 24 mai et il ne se représente pas.

Si 16 candidats, un record, sont en lice pour la présidentielle, deux sont donnés favoris : un jeune économiste et un ex-banquier.

Andrés Arauz, qui a fêté samedi ses 36 ans et se définit initialement comme un «inconnu», a été adoubié par l'ancien président Correa (2007-2017). Il représente la coalition Union pour l'Espérance (Unes, gauche).

A l'opposé, Guillermo Lasso, 65 ans, chef de l'opposition

conservatrice, tente sa chance pour la troisième fois sous les couleurs du mouvement Créer des opportunités (Creo, droite). En 2017, face à un Lenin Moreno alors corréiste, il n'avait perdu que de deux points au second tour. Les sondages sont interdits depuis dix jours, mais le dernier de l'institut Market ne les crédite respectivement que de 32 % et 21 % des intentions de vote.

Une élection au premier tour semble donc peu probable, le vainqueur devant engranger la moitié des voix plus une, ou au moins 40 % avec dix points d'avance sur le suivant.

L'avocat de gauche Yaku Perez, 51 ans, du parti indigène Pachakutik, pourrait déterminer un second tour prévu le 11 avril. Crédité de 12 %, cet écologiste bénéficie de la popularité du soulèvement social de 2019.

La révolte, déclenchée par une hausse des prix des carburants dans le cadre d'une aide du Fonds monétaire international (FMI) et qui s'est soldée par 11 morts, 1 340 blessés, a fait vaciller le gouvernement.

Premier indigène candidat à

la présidentielle depuis quinze ans, Perez est susceptible de générer une «surprise, unissant le vote des autochtones à celui de la gauche non corréiste et d'autres secteurs comme les jeunes», a précisé à l'AFP le politologue Simon Pachano, de la Faculté latino-américaine de sciences sociales (Flasco).

Les 13 autres candidats – dont Ximena Peña, seule femme de la présidentielle pour Alliance Pays (AP), parti au pouvoir affaibli par la lutte Moreno-Correa – n'atteignent pas les 4 %, voire 1 %. L'Union européenne (UE), l'Organisation des États américains (OEA) et d'autres organismes ont déployé 260 observateurs.

A l'issue d'une campagne limitée par le Covid-19, qui a fortement touché ce petit pays de 17,4 millions d'habitants, faisant plus de 15 000 morts, les électeurs doivent aussi désigner les 137 députés du Parlement monocaméral.

Du fait de la fragmentation des forces politiques, le prochain gouvernement ne devrait pas y détenir de majorité.





## Championnat régional de cross-country Les athlètes de Bordj Bou-Arréridj s'imposent à Tizi-Ouzou

LES ATHLÈTES de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj ont dominé le championnat régional de cross-country pour la région centre-est qui s'est déroulé, samedi, sur un parcours situé au lieu-dit «Les Chabane», à la sortie Est de la ville de Tizi-Ouzou. Organisée par la ligue d'athlétisme de wilaya, cette compétition qui permettra de sélectionner les athlètes qui participeront au championnat national de cross-country prévu le 20 février à Tizi-Ouzou, a été marquée chez les dames par la victoire en individuel de Dahmani Kenza (NC Bordj Bou-Arréridj) devant Abbas Nawal (O Bordj Bou-

Arréridj). Boumaza Tinhinane de MB-Bejaia a complété le podium. Dans la catégorie séniors hommes, la victoire est revenue à Abed Saber (Ind-Bordj Bou-Arréridj), suivi de Hanfoug Souhil (TC-EI Eulma) et Amrouni Mazigh de la JS Kabylie. Les trois premières places de la catégorie U18-filles ont été raflees par les athlètes de Bordj Bou-Arréridj, alors que les garçons du club Maouaheb Bordj Bou-Arréridj se sont classés aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> places dans cette même catégorie. L'ACS-Sétif s'est imposée dans la catégorie U20-garçons, en se classant aux première et deuxième places.

### Olympique de Médéa

## Naftal dément avoir conclu un accord de sponsoring avec le club

AUCUN accord de sponsoring n'a été conclu entre la Société nationale de commercialisation de produits pétroliers (Naftal) et le club de football Olympique de Médéa (OM), a indiqué, samedi, un communiqué de la société. «Des rumeurs tendancieuses ont été relayées ce jour, samedi 6 février 2021, sur les réseaux sociaux, faisant état d'une prétendue conclusion d'une opération de sponsoring entre Naftal et le club de football Olympique de Médéa (OM)», a expliqué Naftal dans son communiqué. A cet effet, la direction générale de la société «tient à apporter

un démenti catégorique à ces allégations qui ne reposent sur aucun fondement, et affirme qu'aucune opération de sponsoring n'a été conclue avec ce club de football», ajoute la même source. Naftal a également précisé que par son caractère «clairement affiché et dûment prouvé» d'entreprise citoyenne, qui œuvre notamment au développement du sport en général et du football en particulier, «toutes les opérations de cette nature qu'elle a déjà conclues par le passé, ont toujours fait l'objet d'une communication officielle à travers la presse et les médias nationaux».

### Handball / Superlig turque

## Kaâbeche : «J'ai rejoint Besiktas pour disputer la Ligue européenne»

L'INTERNATIONAL algérien de handball, Hicham Kaâbeche, a confirmé, samedi, son engagement avec la formation turque de Besiktas, après la rupture à l'amiable de son contrat avec Al-Ahly (Qatar), juste après de sa participation avec les Verts au Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier).

La presse turque avait annoncé jeudi dernier l'arrivée du pivot algérien dans les rangs du club stambouliote en provenance d'Al-Ahly du Qatar.

Dans une déclaration, Kaâbeche a indiqué qu'il a signé un contrat de cinq mois avec la formation turque, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la saison en cours, après la rupture à l'amiable de son contrat avec Al-Ahly, où il a évolué durant un mois avant le début du Mondial-2021. «J'ai choisi le championnat turc pour pouvoir participer à la Ligue européenne.

Besiktas m'a proposé un contrat d'un an et demi, mais j'ai choisi de signer jusqu'à la fin de saison, car mon objectif est de revenir en championnat de France la saison prochaine», a-t-il précisé. Kaâbeche (30 ans), avait rejoint Al-Ahly du Qatar en octobre 2020 pour un contrat d'une année, en provenance de la formation de Nîmes, qui évolue en Star Ligue française.

Concernant ses ambitions avec la formation turque, le natif de Skikda a estimé que «Besiktas est un grand club qui joue la Ligue européenne (deuxième compétition européenne après la Ligue des champions), une compétition que je vais jouer pour la deuxième fois de ma carrière, après une première expérience avec Nîmes».

Kaâbeche avait connu sa première expérience à l'étranger en 2016 en France, sous les couleurs d'Istres, qu'il avait rejoint en provenance de la JSE Skikda, avant de passer par Pontault-Combault et l'USAM Nîmes-Gard. Il devient ainsi le deuxième international algérien à changer d'air à l'issue du Mondial-2021 disputé récemment en Egypte (13-31 janvier), après l'aïlier gauche d'Istres, Daoud Hicham, qui s'est engagé avec Limoges Handball (Star Ligue française) pour deux saisons à partir de juillet prochain. La formation de Besiktas compte 15 titres de champion de Turquie à son palmarès, dont le dernier avait été décroché en 2019. Le club stambouliote pointe à la deuxième place au classement de la «Superlig» avec 18 points, à une longueur des co-leaders Spor Toto et Beykoz Bld, au terme de la 11<sup>e</sup> journée.

### Ligue 1 (12<sup>e</sup> journée)

## L'ESS creuse l'écart, quatre victoires à l'extérieur

■ L'ES Sétif n'a pas manqué l'opportunité de conforter sa position de leader du championnat de Ligue 1 de football, en battant largement le MC Oran (4-1), au moment où quatre équipes (JSK, PAC, CSC et RCR) l'ont emporté hors de leurs bases, lors de la 1<sup>re</sup> partie de la 12<sup>e</sup> journée disputée samedi après-midi.



Les Sétifiens restent sur une courbe ascendante

Par Mahfoud M.

L'ESS (1<sup>er</sup>, 27 pts) a fait le plein au stade du 8-Mai-1945 en faisant chuter lourdement le MCO très fébrile en défense. La sortie sur blessure du gardien oranais Litime en 1<sup>er</sup> mi-temps a fait l'affaire des attaquants sétifiens qui planent désormais sur la compétition, en attendant la mise à jour définitive des matchs en retard. Outre l'Olympique Médéa qui devait jouer hier face à la JSM Skikda, l'ESS vient d'avoir un nouveau dauphin, en l'occurrence la JS Kabylie, vainqueur à Alger face au NA Hussein-Dey (2-0). Un but par mi-temps (Benchaïra et Bensayah) ont suffi aux «Canaris» pour continuer leur belle ascension au classement général, au point de se retrouver, sans crier gare, dans le sillage immédiat du leader sétifien. Quant aux «Sang et Or», battus à domicile, ils ont lamen-

tablement raté l'occasion de signer un 3<sup>e</sup> succès de rang, ce qui donnera beaucoup de soucis à leur coach Bilal Dziri, de retour au bercail. Le Paradou AC a volé la vedette de cette 12<sup>e</sup> journée en écrasant le WAT (4-1) à Tlemcen même. Trois buts en 1<sup>er</sup> mi-temps ont sonné le glas du WAT qui retombe dans ses travers (15<sup>e</sup>, 11 pts), après un semblant de réveil ces derniers temps. En revanche, les «Pacistes» remontent lentement mais sûrement les paliers du classement en se plaçant désormais à la 10<sup>e</sup> place (16 pts). L'autre club victorieux en déplacement est le CS Constantine qui s'est imposé sur le terrain de l'US Biskra (1-0). Une victoire qui coïncide avec l'arrivée du nouveau coach, Miloud Hamdi, ce qui permettra aux «Sanafir» d'entrevoir l'avenir avec sérénité, contrairement à l'USB qui s'enfonce de plus en plus dans les profondeurs du classement

(15<sup>e</sup>, 10 pts). Le RC Relizane a admirablement relevé la tête en décrochant les trois points sur le terrain du NC Magra (1-0). Un but «en or» de l'attaquant Aouad a redonné le sourire au coach Si Tahar Chérif El-Ouzzani qui voit son équipe s'éloigner quelque peu de la zone de turbulence, dans laquelle s'enfoncent davantage le NCM (17<sup>e</sup>, 9 pts). Le dernier match de cette 1<sup>re</sup> partie de la 12<sup>e</sup> journée a vu l'AS Aïn M'illa attendre la 87<sup>e</sup> minute pour venir à bout de l'USM Bel-Abbès (1-0) sur un penalty signé le buteur-maison Hamia. Si l'ASAM conforte sa position dans le haut du tableau (4<sup>e</sup>, 20 pts), l'USMBA (17<sup>e</sup>, 9 pts) est de plus en plus menacé par la relégation. Cette journée a été, faut-il le rappeler, amputée de deux matches (USM Alger - MC Alger et ASO Chlef-CR Belouizdad) reportés en raison de la participation du CRB et du MCA en Ligue des champions d'Afrique. M. M.

### El Kouki (ES Sétif)

## «Nous sommes serains»

LE COACH tunisien de l'Entente de Sétif, Nabil El Kouki, a réfuté les allégations de certains, jugeant que la formation phare des Hauts-Plateaux jouait sous pression à domicile, affirmant que son équipe n'était pas en crise, en témoigne cette victoire éclatante face au MCO, sur le score de

(4/1). «Nous avons bien géré cette rencontre face aux Hamraoua, n'en déplaît à certains qui pensent que nous sommes en crise, ce qui est totalement faux», a souligné le driver des Noir et Blanc qui rappelle que sur cinq matchs joués sur son terrain, l'équipe a eu une défaite et deux nuls,

alors qu'elle a engrangé deux succès. Pour ce qui est du prochain match qui attend l'ESS en Coupe de la CAF face aux Ghanéens de l'Ashanté Kotoko, El Kouki pense que ce sera une autre paire de manche et qu'il faut se préparer en conséquence pour cette importante rencontre. M. M.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

En raison d'une faible offre sur le marché

## Les voitures d'occasion se vendront encore cher cette année

**MALGRÉ L'ANNONCE** de la relance de l'activité d'importation des véhicules neufs, des professionnels du secteur et des associations de consommateurs indiquent que «la hausse des prix des véhicules d'occasion constatée ces dernières années, en raison d'une faible offre sur le marché, risque de durer encore».

«La hausse des prix des véhicules d'occasion a connu son pic à partir du 2<sup>e</sup> semestre 2020», a constaté le président de l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, soulignant que les prix ne vont se stabiliser ou régresser que s'il y a «des produits alternatifs». Le président de l'Apoce a estimé, en outre, que la baisse ou au moins la stabilisation des prix des véhicules d'occasion ne sera palpable que si l'offre sur les véhicules neufs est plus compétitive que celles des véhicules d'occasion, avec l'importation de véhicules à des coûts raisonnables, à la portée des bourses moyennes. Ce qui, selon lui, ne sera pas évident du fait des charges supplémentaires auxquelles seront soumises les importations de véhicules neufs, citant une taxe de 35 %, le retour de la TVA à 19 % ou encore la hausse des prix du transport maritime. Des charges qui vont se répercuter sur le prix final des véhicules neufs, a-t-il expliqué, ajoutant qu'il ne faut pas s'attendre à revoir les anciens prix du neuf être appliqués. Pour sa part, le fondateur du site Largus.dz, Mourad Saadi, l'un des doyens de la presse spécialisée dans l'automobile en Algérie, a évoqué le principe de l'offre et de la demande pour expliquer la hausse des prix des véhicules d'occasion. Ainsi, il a expliqué que l'offre n'est pas conséquente depuis pratiquement 2017, estimant que les quelque 400 000 véhicules produits entre 2014 et 2019 par les usines de montage implantées en Algérie et représentant huit marques (Renault, Dacia, Volkswagen, Audi, Seat, Skoda, Kia et Hyundai) étaient loin de répondre aux besoins du marché. Saadi a, par ailleurs, précisé que le volume de véhicules qui seront importés en utilisant les 2 milliards de dollars annoncés par le ministre de l'Industrie, soit entre 120 000 et 150 000 voitures touristiques, «ne suffiraient pas à répondre aux besoins d'un marché local d'un volume de 400 000 véhicules par an, en moyenne», expliquant que l'enveloppe allouée à l'importation des véhicules inclut, aussi, les autres segments, tels que les bus, les pick-up, le matériel agricole, les camions et autres motos. C'est

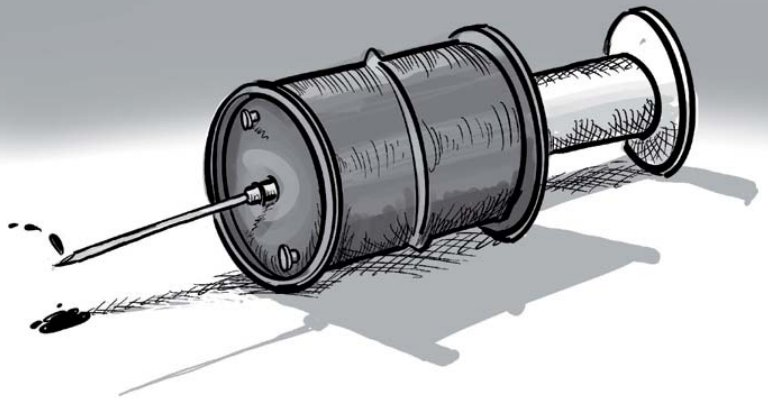
ce qui l'a amené à déduire que l'importation des véhicules neufs n'engendrerait pas de baisse significative du prix des voitures d'occasion. Il conclut son intervention en se disant «convaincu que les véhicules importés ne seront pas disponibles avant 2022, au vu du processus d'importation qui prendra du temps». En outre, cette hausse des prix des véhicules d'occasion se traduit sur le marché par un gap pouvant atteindre les 12 % par rapport aux anciens prix showroom (prix du neuf). A titre d'exemple, un modèle très demandé d'une marque coréenne immatriculé en 2019 est au prix de 2 250 000 DA sur le marché d'occasion, alors qu'il était disponible chez les concessionnaires au prix de 2 130 000 DA, soit une hausse de plus de 5,5 %. Ce qui est qualifié d'«illlogique» par une jeune fonctionnaire. Un chauffeur de taxi, habitué à changer régulièrement de voiture, a été surpris de constater que le prix d'un modèle emblématique d'une marque française immatriculé en 2019 soit proposé à 1 810 000 DA, alors qu'il était facturé, à sa sortie d'usine, à 1 619 000 DA. Ce que ce professionnel a justifié par une offre modeste sur le marché vu que personne ne veut céder son véhicule tant que la disponibilité des voitures neuves n'est pas assurée. Un jeune cadre, rencontré chez un revendeur, a dénoncé la «spéculation» pratiquée par certaines personnes spécialisées dans la revente des véhicules d'occasion qui «se sont approvisionnées» avant la rupture des stocks au niveau des showrooms des différentes marques pour imposer leur prix, maintenant que l'offre est très faible. Il a d'ailleurs étayé sa thèse en évoquant des véhicules immatriculés en 2020 affichant un kilométrage «insignifiant» et proposés par certains revendeurs, s'interrogeant sur leur origine vu que l'activité de montage automobile en Algérie a cessé en 2019.

**Thinhinene Khouchi**

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a appelé la population à se faire vacciner contre le coronavirus. «Une nécessité pour mettre fin à l'épidémie et un retour à la vie normale», a-t-il expliqué, hier, à l'occasion d'une journée d'étude sur la vaccination contre l'épidémie de Covid-19, organisée par l'APN. Pour la campagne de vaccination lancée il y a quelques jours, il rappellera qu'elle a été élargie à plusieurs wilayas à travers le territoire national. Benbouzid a indiqué

que le département qu'il chapeautait avait adopté une stratégie ayant permis d'«assurer la meilleure formule d'acquisition de vaccin contre le coronavirus, notamment en élargissant les moyens de financement». L'Algérie, a-t-il ajouté, compte aujourd'hui pas moins de 82 centres de dépistage par PCR, précisant que «grâce à ces efforts, le pays a enregistré des résultats plutôt positifs». Evoquant le vaccin, il dira que le Comité scientifique a procédé à l'examen

## Bonne nouvelle pour les pays producteurs: Les prix du pétrole augmentent



Loumis  
Djalou@hotmail.com

Routes de Béjaïa

## Le calvaire des usagers continue

■ Les usagers de la RN 09 reliant Béjaïa à Sétif et la RN 26 reliant Béjaïa à Bouira et Alger ont, une nouvelle fois, vécu le calvaire hier.

**Par Hocine Cherfa**

**E**t pour cause, ces deux routes, à grande circulation et les plus importantes de la wilaya, ont été coupées par des citoyens à Darguina, Kherrata et Bordj Mira (Taskariout) dans l'est de la wilaya pour la RN 09, et aussi Akbou dans la vallée de Soummam pour la RN 26. Les usagers étaient nombreux à être bloqués sur les lieux en ce début de semaine. De nombreux camions de transport de marchandises étaient pris au piège, sans compter les travailleurs et les étudiants qui devaient rejoindre leurs lieux de travail et les nombreux centres universitaires de la wilaya. De longues files de voitures se sont formées sur ces routes. La RN 26 a été coupée à hauteur de la zone industrielle de Taharecht, dans la commune d'Akbou, par des habitants du quartier Hira Tahar (Ijdharèn) qui demandent leur relèvement dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire (RHP),

mettant en garde contre l'octroi de ces logements à des non résidents et aux non méritants. Les protestataires estiment qu'ils sont plus méritants que certains. La RN 09, fermée à Kherrata et Darguina, a été rouverte quelques heures plus tard par les habitants du village Boussaâda, mais les usagers étaient toujours bloqués à hauteur de Bordj Mira Taskariout et ce, pendant plusieurs heures. Les habitants de ces communes réclament l'amélioration de leurs conditions de vie : eau potable, gaz de ville, logements, santé et revêtement des sols, entre autres. A Toudja, des demandeurs de logement déçus après l'affichage, le 6 janvier dernier, de la liste des bénéficiaires des 112 logements sociaux, ont bloqué le siège de l'APC pour réclamer «l'annulation» de la liste et la reprise totale des enquêtes sociales afin d'élaborer une nouvelle liste. Pour rappel, une commission de wilaya a récemment été dépêchée sur les lieux, sachant que les mécon-

tents ont saisi les différents services habilités à recevoir leurs plaintes. Même chose à Béni K'sila. Le portail du siège de la mairie a été fermé hier. Les mécontents exigent, eux aussi, l'annulation de la liste des bénéficiaires des logements sociaux de la commune attribués récemment. Pour rappel, des citoyens du village Imarghiwen avaient muré le siège de l'APC il y a quelques mois pour dénoncer «les fausses promesses» des autorités locales en ce qui concerne l'amélioration de l'état catastrophique des routes, le manque d'éclairage, l'absence d'électricité, entre autres. Enfin, au Lycée des 1000 martyrs de la commune Béni Béni M'likèche (daïra de Tazmalt), la sanction d'un enseignant très estimé, en l'occurrence B.Y., a provoqué la colère des élèves et des enseignants qui ont décidé de mener un mouvement de grève commun afin d'exiger «la levée de la sanction et son maintien au niveau de cet établissement scolaire».

**H. C.**

**Abderrahmane Benbouzid**

## Se faire vacciner pour «un retour à la vie normale»

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a appelé la population à se faire vacciner contre le coronavirus. «Une nécessité pour mettre fin à l'épidémie et un retour à la vie normale», a-t-il expliqué, hier, à l'occasion d'une journée d'étude sur la vaccination contre l'épidémie de Covid-19, organisée par l'APN. Pour la campagne de vaccination lancée il y a quelques jours, il rappellera qu'elle a été élargie à plusieurs wilayas à travers le territoire national. Benbouzid a indiqué

des résultats d'étude des vaccins mis au point, afin d'opter pour les plus appropriés. L'Algérie, a-t-il affirmé, avait entamé les pourparlers avec des laboratoires dès le 6 août de l'année écoulée. Benbouzid a indiqué, par ailleurs, qu'aucune complication ou problème n'a été enregistré depuis le lancement de la campagne de vaccination. Pour le nombre de personnes vaccinées, il a indiqué qu'il sera révélé dans les statistiques dès qu'il atteindra un nombre significatif. Dans son inter-

vention, le ministre n'a pas manqué de souligner «une nette amélioration de la situation épidémiologique», traduite, a-t-il expliqué, par «la décroissance des cas en réanimation et la hausse des cas de guérison», ce qui renseigne sur l'efficacité du système de santé algérien. Quant au refus de l'Algérie d'acquiescer le vaccin Pfizer, il dira que la société productrice avait imposé à l'Algérie d'acquiescer 20 millions de doses dans un premier temps, à un dollar la dose.

**Aomar F.**